

"Il existe en France une inégalité linguistique"

Par propos recueillis par Dominique Simonnet et , publié le 17/10/2002

Le chiffre est lourd, honteux, indécent : plus de 1 Français sur 10, entre 17 et 25 ans, ne sait ni lire ni écrire correctement. 1 Français sur 10, estimation basse! Ce handicap les enferme dans un véritable ghetto social et conduit à l'exclusion, à la révolte, parfois à la violence. Pourtant, ces citoyens-là ont un cerveau comme les autres, et ils ont passé douze années à l'école! Qui est responsable? En conclusion des Entretiens Nathan, organisés le week-end dernier à la Sorbonne en partenariat avec L'Express, le linguiste Alain Bentolila s'en prend aux pédagogues qui ont renoncé à leur mission et aux démagogues qui s'extasient devant la pseudo-culture des cités

Le combat d'Alain Bentolila

C'est son professeur de père qui, pendant son enfance, au fin fond du bled en Algérie, l'a fait vibrer avec les mots d'Hugo et lui a donné le goût du beau langage. Les années passées en Haïti, où il a conduit des programmes d'alphabétisation, lui ont ouvert les yeux sur le fléau de l'illettrisme. Depuis, Alain Bentolila, professeur à l'université Paris V, ne cesse de dénoncer le mépris ou l'indifférence qui, en France, plongent 1 enfant sur 10 dans une véritable "insécurité linguistique". Les mots sont des armes, explique-t-il, dont chaque enfant doit être équipé. Les siens, en tout cas, sont bien ciblés.

Habituellement, quand les linguistes se mobilisent, c'est pour défendre la pureté du vocabulaire, pourfendre les anglicismes ou s'inquiéter du déclin du français dans le monde. Vous, vous menez un autre combat, et parlez d'une véritable insécurité linguistique dans laquelle seraient plongés plus de 10% des Français.

La question de la pureté de la langue m'inquiète peu, en effet. Certes, mon oreille souffre lorsqu'on rate un subjonctif, mais l'essentiel est ailleurs: aujourd'hui, un certain nombre de citoyens sont moins capables que les autres d'exprimer leurs pensées avec justesse: 10% des enfants qui entrent au cours préparatoire disposent de moins de 500 mots, au lieu de 1 200 en moyenne pour les autres. Cela a deux conséquences. La première est que leur pouvoir sur le monde s'en trouve limité. La seconde, c'est que cela les enferme dans un ghetto et favorise un communautarisme croissant. Il existe ainsi en France une véritable inégalité linguistique, qui se traduit par une grave inégalité sociale.

Qu'entendez-vous exactement par inégalité linguistique?

Le langage permet de dépasser l'œil, de dire non seulement ce que l'on voit, mais surtout ce qu'on ne voit pas. Il nous donne le pouvoir de contredire le monde, d'imaginer et de transcender notre humaine condition. Nous sommes en ce moment à un point précis de l'espace et du temps, et pourtant nous sommes capables de dire le "partout" et le "toujours", ce qu'aucun animal ne peut faire. Mais, avec les mêmes outils linguistiques, on peut dire le juste et l'infâme. Les mots sont des armes intellectuelles. Celui qui a des difficultés à conceptualiser et à argumenter sera perméable aux dogmes et aux discours sectaires qui foisonnent, souvent sous une forme linguistique impeccable; il ne fera pas la différence entre la vérité légitime et la vérité usurpée, exercera difficilement sa libre parole et son libre arbitre.

Mais en quoi la pauvreté du vocabulaire favorise-t-elle le ghetto et le communautarisme?

Il y a une loi simple en linguistique: moins on a de mots à sa disposition, plus on les utilise et plus ils perdent en précision. On a alors tendance à compenser l'imprécision de son vocabulaire par la connivence avec ses interlocuteurs, à ne plus communiquer qu'avec un nombre de gens restreint. La pauvreté linguistique favorise le ghetto; le ghetto conforte la pauvreté linguistique. En ce sens, l'insécurité linguistique engendre une sorte d'autisme social. Quand les gamins de banlieue ne maîtrisent que 800 mots, alors que les autres enfants français en possèdent plus de 2 500, il y a un déséquilibre énorme. Tout est "cool", tout est "grave", tout est "niqué", et plus rien n'a de sens. Ces mots sont des baudruches sémantiques: ils ont gonflé au point de dire tout et son contraire. "C'est grave" peut signifier "c'est merveilleux" comme "c'est épouvantable".

On vous dira que, dans les banlieues, on invente aussi des mots nouveaux qui sont, eux, très précis.

C'est de la démagogie! Ces néologismes sont spécifiques des banlieues et confortent le ghetto. L'effet est toujours centrifuge. Les enfants des milieux aisés vampirisent le vocabulaire des cités, mais ils disposent aussi du langage général qui leur permet d'affronter le monde. L'inverse n'est pas vrai. Arrêtons de nous ébahir devant ces groupes de rap et d'en faire de nouveaux Baudelaire! La spécificité culturelle ne justifie jamais que l'on renonce en son nom à des valeurs universelles. Cela est valable pour l'excision, la langue des sourds comme pour le langage des banlieues. Dans une étude récente en Seine-Saint-Denis, on a demandé à des collégiens ce que représentait pour eux la lecture. Plusieurs ont fait cette réponse surprenante: "La lecture, c'est pour les pédés!" Cela signifie que, pour eux, la lecture appartient à un monde efféminé, qui les exclut et qu'ils rejettent. Accepter le livre et la lecture serait passer dans le camp des autres, ce serait une trahison.

Il y aurait une forme de fierté, et même d'identité, à se proclamer inculte?

Exactement. L'échec devient un signe de reconnaissance du clan. Autre exemple: dans une classe de CP, dans une ZEP de Villeneuve-Saint-Georges [Val-de-Marne], une enseignante de 21 ans tentait désespérément de faire apprendre le mot "succulent". Un enfant s'est levé et a dit: "Ça, c'est un mot pour les filles." A 6 ans, cet enfant vit déjà dans un monde coupé en deux, celui où le mot rare est un trésor et celui où il est ridicule.

Mais l'illettrisme ne vient pas toujours du ghetto...

Si l'on met à part les sujets souffrant de difficultés de lecture, comme la dyslexie et la dysphasie (3% des enfants concernés), et les cas d'illettrisme rural, dû à l'isolement, la plupart de ces jeunes viennent de la précarité. Le taux d'illettrés atteint plus de 30% parmi les allocataires du RMI. A la fin du XIXe siècle, il y avait 50% d'analphabètes en France, ce qui était considérable, mais ceux-ci n'étaient pas mis à l'écart de la société. Aujourd'hui, savoir lire et écrire est décisif. Même les aides jardiniers ou les mécaniciens auto doivent maîtriser des catalogues techniques, entrer des données, procéder à des actes de lecture et d'écriture complexes. Or 11,6% des jeunes Français entre 17 et 25 ans comprennent difficilement un texte court, un mode d'emploi ou un document administratif et ne savent pas utiliser un plan ou un tableau. Ils sont d'autant plus exclus que l'illettrisme est considéré comme une maladie honteuse.

Comment expliquer que, dans notre société si bavarde, qui ne cesse de communiquer, il y ait encore tant de handicapés du langage qui, de surcroît, ont passé douze années de leur vie sur les bancs de l'école?

L'une des raisons est l'augmentation considérable de la population scolaire. Il y a trente ans, l'école affichait cyniquement sa vocation à reproduire les inégalités sociales: l'examen de sixième éjectait du cursus scolaire deux tiers des enfants, en majorité issus des classes populaires, qui passaient alors leur certificat d'études primaires (avec d'ailleurs une orthographe très supérieure à celle des enfants du même âge aujourd'hui). Or on est passé de ce tri affiché à l'objectif de 80% d'élèves au bac, imposant à une population scolaire qui autrefois aurait suivi la filière courte du certificat d'études de rester au collège et au lycée jusqu'à 16 ans.

L'objectif était justement de lutter contre l'inégalité, de ne pas perpétuer ce fossé culturel entre les classes sociales.

Certes, mais alors il fallait changer complètement les programmes, les méthodes, les structures, les rythmes! Cela n'a pas été fait. A part quelques morceaux de sparadrap appliqués ici et là, l'école est restée la même. Il faut comprendre que l'apprentissage du langage n'est pas aussi naturel qu'il y paraît. C'est un travail. Quand un enfant apprend à parler, il le fait d'abord dans la proximité, dans un cercle étroit de connivence: la langue confirme ce qu'il voit, avec peu de mots. Petit à petit, en élargissant son langage, il quitte ce cocon douillet pour passer à l'inconnu: il va s'adresser à des gens qu'il n'a jamais vus, pour dire des choses dont ces gens n'ont jamais entendu parler. Il faut avoir l'ambition d'élargir le monde pour s'emparer des mots, et il faut s'emparer des mots pour élargir le monde. Mais, pour cela, l'enfant a absolument besoin d'un médiateur adulte à la fois bienveillant et exigeant qui transforme ses échecs en conquêtes nouvelles - "Je n'ai pas compris ce que tu veux me dire; il est important pour moi de te comprendre" - quelqu'un qui manifeste cette dimension essentielle du langage: l'altérité.

C'est précisément ce que l'enfant est censé trouver à l'école, dès la maternelle.

A cause de l'évolution sociologique de ces trente dernières années, l'activité professionnelle des mères, l'éloignement des grands-parents, l'école a accepté des enfants de 2 ans sans rien changer à sa pratique: ces petits se retrouvent dans des classes de 30, avec une maîtresse et, au mieux, une aide maternelle, à un âge où le langage explose (on passe de 50 à 300 mots et on inaugure les premières combinaisons syntaxiques). Dans ce contexte, ils restent entre eux. Cette réponse de l'école maternelle n'est pas honorable. Elle creuse encore le fossé culturel. C'est une catastrophe pour l'épanouissement psycholinguistique de l'enfant!

Le lieu commun est pourtant de louer l'école maternelle française: "Le meilleur système au monde", dit-on.

Pas pour les très petits. Si l'école veut les prendre en charge, elle doit le faire dans des classes de 10, dans des espaces mieux adaptés, avec des instituteurs spécialement formés. Mais je ne veux pas faire des enseignants des boucs émissaires ni des cyniques. Ils sont pris dans un système qui leur assigne des objectifs sans leur donner les moyens de les atteindre, et ils souffrent d'être obligés de laisser des enfants sur le bord du chemin. Lors de leur formation, dans les IUFM, on ne les prépare pas à jouer leur rôle. Et puis on cultive cette idée farfelue que, une fois les mécanismes de la lecture acquis, les enfants vont s'en emparer gaillardement et se mettre à lire. Certainement pas! Ils ont besoin d'être accompagnés: on ne lit pas un conte comme un énoncé de mathématiques.

On imagine que, pour les enfants qui ont un déficit linguistique précoce, les difficultés ne font que se renforcer au fil de leur scolarité...

Ils entrent en effet dans ce long couloir de l'illettrisme qui traverse l'Education nationale. A 7 ans, au lieu de comprendre des textes simples, ils en sont à déchiffrer péniblement les mots. A 11 ans, ils cherchent difficilement les informations dans un texte. Le collègue les achève: "Tu ne sais pas lire!" clame le prof de math. "Tu ne sais pas lire", dit le prof d'histoire... C'est faux! Ils savent un peu lire, mais pas assez efficacement pour maîtriser les textes des différentes disciplines. Sur 100 élèves de sixième en difficulté, 94 le sont encore en troisième. Plus ils avancent dans le couloir, plus les portes de sortie sont rares. A 16 ans, c'est l'échec scolaire assuré. Souvent, le découragement. Parfois, la révolte, la violence.

Il y a quand même des filières professionnelles, des voies de rattrapage...

Ce sont de scandaleux faux-semblants! J'ai vu des mêmes pleurer de joie à la remise des résultats du CAP de "technicien de surface", exactement comme des candidats à l'agrégation. On leur fait croire que ce "diplôme" est important, alors qu'il est dérisoire. Pour aggraver les choses, on enseigne le français dans les filières professionnelles comme en maîtrise de linguistique: on leur fait étudier le "schéma narratif", l'"arrière-plan" et l'"avant-plan", le "champ lexical" ou encore les "connecteurs d'argumentation", des concepts de pseudo-analyse sémiotique éloignés de l'univers du bon sens. C'est une forme de désespoir pédagogique qui révèle un vrai renoncement à faire partager à des élèves de culture populaire la vibration intime qu'engendre un beau texte.

Combien de beaux discours, de colloques, de résolutions, voire de réformes, pour en arriver là! Comment redistribuer plus équitablement ce "pouvoir linguistique" dont vous parlez?

On pourrait mobiliser les maîtres, les parents, les associations autour d'un grand projet: faire de nos enfants des résistants intellectuels, capables d'accueillir avec autant de bienveillance que d'exigence les discours et les textes des autres. Cela suppose que l'on donne à l'école les moyens de réduire la fracture culturelle qui la traverse en procédant aux réformes profondes indispensables aujourd'hui: modifier sérieusement la formation des maîtres; organiser pour tous les élèves des ateliers de lecture, d'écriture et de communication orale; mettre en œuvre une véritable politique des cycles respectant les différents rythmes d'apprentissage... Autant de décisions qui demandent volonté et courage politique, et rompraient avec les effets d'annonce et la démagogie.

Le linguiste que vous êtes est en fait devenu un vrai militant.

Oui. Je trouve scandaleux que nous relâchions dans la nature chaque année plus de 50 000 jeunes de 17 ans en situation d'illettrisme. Il faut les convaincre qu'il n'est jamais trop tard pour retrouver une perspective de savoir menant à une insertion professionnelle et sociale. Certes, il est plus difficile d'apprendre à lire et à

écrire correctement à 17 ans qu'à 6 ans, mais tout est encore possible. La plasticité de l'intelligence est considérable. Et puis, pour moi, le langage est une manière de donner un sens à ce qui n'en a pas, à l'absurde, à l'éphémère. Un espoir un peu utopique de laisser une trace, de survivre. Voilà pourquoi j'ai fait de la linguistique: parce que le langage m'a toujours semblé la façon la plus juste d'exister.

Alain Bentolila